

# Conférence « La démocratie en EUROPE » à l'Université La Sapienza de Rome : discours du Professeur Nemitz

09-09-2026 Rome, Université La Sapienza

par Paul Nemitz

---

À l'heure actuelle, il n'y a rien à attendre de gouvernements qui puissent conduire à plus de démocratie ou à une plus grande intégration européenne. En Allemagne, le chancelier Merz insiste pour une réduction significative du budget de l'UE. La victoire électorale du parti nationaliste de droite AfD en Saxe-Anhalt exerce une pression supplémentaire sur le parti du chancelier.

Concernant la victoire électorale de l'AfD en Saxe-Anhalt, je dirai ceci : cette victoire n'a été possible que sur fond de victoire électorale de Trump aux États-Unis. Après tout, ce sont les États-Unis qui déterminent le macroclimat politique. Willy Brandt n'est également devenu chancelier qu'après que Kennedy ait apporté un vent de fraîcheur à l'Amérique. Tout comme Trump perd désormais son soutien aux États-Unis, parce que les gens apprennent que les populistes de droite n'adoptent pas de politiques sensées, l'AfD en Allemagne perdra aussi son soutien après un certain temps, à moins que les partis démocratiques eux-mêmes ne perdent leur sang-froid et ne commettent de graves erreurs. Ils doivent désormais poursuivre leur voie de réformes internes. Concernant

l'Europe, cependant, si ni l'Allemagne, ni la France, ni l'Italie ne souhaitent poursuivre l'intégration européenne, la démocratie européenne et le marché intérieur, l'Europe perdra son importance par rapport aux États-Unis, la Chine et même la Russie, et elle perdra aussi son attrait pour les citoyens. La croissance économique et la démocratie dans tous les pays européens en souffriront. Il est donc nécessaire de soulever un souffle d'air frais dans ces trois plus grands États membres en particulier et que la responsabilité de la croissance, de la sécurité et de la démocratie en Europe soit assumée. Cela signifie que de nouvelles idées pour l'Europe doivent être mises sur la table : un nouvel élan vers une coopération et une intégration accrues est urgent pour offrir à la jeune génération une véritable perspective démocratique et un espoir européen.

D'où peut venir cette initiative ? De la jeune société civile. Ce sont les jeunes qui souffrent le plus de la désintégration et du nationalisme. Les jeunes britanniques en ont compris depuis le Brexit. Et les jeunes Américains sous Trump s'en rendent compte. Je pense donc qu'il est juste de se concentrer sur les jeunes pour un renouveau de l'Europe. Mais surtout sur les jeunes organisés, c'est-à-dire ceux qui sont déjà engagés dans l'intérêt public européen dans la société civile, le milieu universitaire, le journalisme, l'Église, les syndicats ou les entreprises. En Allemagne, il y a de nombreux alliés pour cette partie de la société avec lesquels l'intégration européenne peut être poursuivie. Cependant, ce sont précisément ces jeunes engagés, actifs en dehors des partis politiques, qui manquent eux-mêmes. La pensée européenne, la pensée d'un avenir commun pour l'Europe, a presque complètement disparu dans les partis politiques en Allemagne (et si je vois bien, aussi en Italie et dans la plupart des autres États membres). Nous devons porter un regard constructif et courageux sur l'avenir de l'Europe dans les partis démocratiques, à travers le type de discussions que nous avons eues ici aujourd'hui. Nous

devons encourager et soutenir les partis, ainsi que les rejoindre nous-mêmes, afin de créer une nouvelle base pour le renouveau de l'Europe en leur sein. Nous devrions commencer à le faire bientôt. En effet, sans obtenir l'engagement des amis de l'Europe au sein des partis, dans un futur Parlement européen, après les élections, il manquera de courage et d'enthousiasme, mais aussi des idées et du travail préparatoire nécessaires à une nouvelle fondation constitutionnelle.

Pour modifier les traités, l'Europe a besoin de l'approbation des gouvernements des États membres. À un moment donné, nous pensions qu'une telle approbation serait plus facile à obtenir après le départ du Royaume-Uni. Mais d'autres ont ensuite freiné. Même l'Allemagne. Même après le retour de la Pologne et de la Hongrie au centre démocratique, il reste difficile d'obtenir la majorité nécessaire pour une conférence intergouvernementale modifiant les traités. Cependant, je crois qu'une convention déjà impartiale visant à œuvrer à une **Charte de la démocratie européenne**, aux côtés de la Charte des droits fondamentaux, pourrait être l'étincelle d'un nouveau départ et d'un vent de fraîcheur. Rappelons-nous : les travaux sur la Charte des droits fondamentaux ont commencé à ce moment-là sans décider dès le départ si la Charte serait contraignante ou non. Cette approche ouverte a ensuite permis d'avancer. Je crois qu'une Charte sur la démocratie en Europe, c'est-à-dire la démocratie au niveau de l'UE et dans les États membres, peut commencer de la même manière. Nous verrons ensuite si les résultats d'une convention sur une telle Charte permettront à tous les États membres de la ratifier au niveau parlementaire, en faisant ainsi une loi contraignante, comme ce fut finalement le cas avec la Charte des droits fondamentaux. J'ai déjà beaucoup écrit sur ce projet de Charte de la démocratie et je suis heureux de me mettre à disposition pour de nouveaux travaux dans cette direction.

Merci